



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de la Réglementation et de
l'Environnement

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

Prescriptions complémentaires RSDE surveillance pérenne

**Société SARP CENTRE EST
ZI sud - rue des Frères Lumière
71000 MÂCON**

N° 2013318 - 0010

VU la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 Juin 2009 autorisant la société SARP CENTRE EST à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées rue des Frères Lumière – Z.I. Sud à Mâcon ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2009 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;

VU le rapport établi par SOCOTEC INDUSTRIES daté du 03 mars 2011 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 octobre 2013 ;

VU l'avis du CODERST du 17 octobre 2013 au cours duquel l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté porté le 18 octobre 2013 à sa connaissance ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet

La société SARP CENTRE EST dont le siège social est situé 105, avenue du 8 mai 1945 – BP 40048 – 69142 à Rillieux-la-Pape, doit respecter, pour ses installations situées rue des Frères Lumière – Z.I. Sud à Mâcon, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009 à son article 9.2.2. sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009 répondent aux exigences de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

ARTICLE 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement
EP Eaux pluviales	Cuivre	1 mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation

ARTICLE 4 : Programme d'actions

Sans objet au cas présent.

ARTICLE 5 : Étude technico-économique

Sans objet au cas présent.

ARTICLE 6 : Suppression des substances dangereuses prioritaires

Afin de respecter l'objectif de la DCE visant la suppression totale des émissions de substances dangereuses prioritaires, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions adéquates pour la suppression de ces émissions à l'échéance 2021, même si ces substances ne font pas partie des substances maintenues dans la surveillance en phase pérenne visées ci-avant.

ARTICLE 7 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

7.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.

7.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

ARTICLE 8 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9 : PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Mâcon fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Saône-et-Loire, l'accomplissement de cette formalité

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SARP.

ARTICLE 10 : Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

Il peut être contesté auprès du Tribunal administratif de DIJON :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 11 :

Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le Sénateur-Maire de Mâcon, Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Unité Territoriale de Mâcon,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne à Dijon,
- le pétitionnaire.

MACON, le **14 NOV. 2013**

LE PREFET,

Pour le Prefet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN

ANNEXE 1 – Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses
(Annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009)

ANNEXE 2 – Liste des substances dangereuses prioritaires

Annexe 5 :

Prescriptions techniques applicables aux opérations de
prélèvements et d'analyses

1	INTRODUCTION	1
2	PRESCRIPTIONS GENERALES	3
3	OPERATIONS DE PRELEVEMENT	4
3.1	OPERATEURS DU PRELEVEMENT	4
3.2	CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT	4
3.3	MESURES DE DEBIT EN CONTINU	5
3.4	PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURES CONTROLÉES	5
3.5	ECHANTILLONNAGE	6
3.6	BLANCS DE PRELEVEMENT	6
4	ANALYSES	7
5	TRANSMISSION DES RESULTATS	9
6	LISTE DES ANNEXES	10

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 14 NOV. 2013
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN

Page 1 sur 25

Page 2 sur 25

1 INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

2 PRESCRIPTIONS GENERALES

Dans l'attente d'une prise en compte plus complète de la mesure des substances dangereuses dans les eaux résiduaires par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents liés à l'annexe 5.3 avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe. Les documents de l'annexe 5.3 sont téléchargeables sur le site <http://redg.ineris.fr>.
- Respecter les limites de quantification listées à l'annexe 5.2 pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le prestataire d'analyse, il est seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements et de ce fait, responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

3 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 « Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau »
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

3.1 OPERATEURS DU PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous-traitant

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous-traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

3.2 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être représentatif des flux de l'établissement et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

¹ La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

- ### 3.4 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

6 Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Page 5 sur 25

- ### Bien-être atmosphère

- ## ANALYSES

- ² Les Alkylphénols de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

- ### 3.5 ECHANTILLON

- ### 3.6 BLANCS DE PRELEVEMENT

5 Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :

- ### Prise en compte des MES

- L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 uniquement sur les AES dès que leur concentration est $\geq 50 \text{ ng/L}$. La quantité de AES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de $0,85 \text{ ng/L}$ pour chaque BDE.

1) NF T 90-101 - Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)
2) NF EN 872 - Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur fibre en nitro de verre
3) NF EN 1484 - Analyses des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous
4) NF T 90-105-2 - Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation

5 TRANSMISSION DES RESULTATS

L'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'auto-surveillance fréquente) permettra à terme la saisie directe des informations demandées par l'annexe 5.3 et leur télétransmission à l'inspection et à l'INERIS, chargé du suivi de la qualité des prestations des laboratoires et du traitement des données issues de cette seconde campagne d'analyse des substances dangereuses. L'extension nationale de cette application informatique actuellement testée par certaines DRPE est prévue pour le courant de l'année 2009.

Dans l'attente de l'utilisation généralisée de cet outil, c'est par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> que l'annexe 5.4 (qui reprend les éléments demandés dans l'annexe 5.3) doit être transmise à l'INERIS par l'exploitant.

Les résultats d'analyses ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances décrit à l'annexe 5.4 doivent être adressés mensuellement par l'exploitant à l'inspection par courrier.

6 LISTE DES ANNEXES

Repère	Désignation	Nombre de pages
ANNEXE 5.1	SUBSTANCES A SURVEILLER	3
ANNEXE 5.2	LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE PAR SUBSTANCE	1
ANNEXE 5.3	INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE	3
ANNEXE 5.4	TRAME DE RESTITUTION DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE FIGURANT A L'ANNEXE 5.3	1
ANNEXE 5.5	LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LE LABORATOIRE PRESTATAIRE DE L'EXPLOITANT	5

ANNEXE 5.1 : SUBSTANCES A SURVEILLER

Famille	Substances ¹	Code SANDRE ²	n°DCE ³	n°76/464 ⁴
Alcylphénols	Octylphénol	1436	29	
	OPCE	Alcylphénol en cours		
	OPCE	Alcylphénol en cours		
Anilines	2-chloroaniline	1593		17
	3-chloroaniline	1592		18
	4-chloroaniline	1591		19
	4-chloro-2-nitroaniline	1594		27
	3,4-dichloroaniline	1586		52
Autres	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
BDE	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
	Polychlorobenzène	1588		17
BTX	Benzène	1114	4	7
	Ethylbenzène	1497		29
	Isopropylbenzène	1633		87
	Toluène	1278		112
	Xylènes (somme o,m,p)	1780		129
Chlorobenzènes	1,2,3-trichlorobenzène	1435	31	117
	1,2,4-trichlorobenzène	1433	31	118
	1,3,5-trichlorobenzène	1429		117
	Chlorobenzène	1467		20
	1,2-dichlorobenzène	1165		53
	1,3-dichlorobenzène	1164		54
	1,4-dichlorobenzène	1166		55
	1,2,4,5-tétrachlorobenzène	1431		109
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		28
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468		29
Chlorophénols	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		30
	Pentachlorophénol	1235	27	101

Famille	Substances ¹	Code SANDRE ²	n°DCE ³	n°76/464 ⁴
COV	4-chloro-3-méthylphénol	1636		24
	2-chlorophénol	1471		32
	3-chlorophénol	1651		34
	4-chlorophénol	1650		35
	2,4-dichlorophénol	1465		64
	2,4,5-trichlorophénol	1548		122
	2,4,6-trichlorophénol	1549		123
	Hexachloropentadiène	2612		
	1,1-dichloroéthane	1161	10	59
	Chlorure de méthylène	1123	11	61
Chlorobenzènes	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
	Chlorobenzène	1135	12	111
HAP	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
	1-chlorobenzène	1135	12	111
Métaux	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
	Plomb et ses composés	1181		21
Nitrés	2-nitrotoluène	2613		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
	Nitrobenzène	2614		
Organochlorés	Dibutyltin cation	1771		4,36,51
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		
	Monobutyltin cation	2542		

Famille	Substances ¹	Code SANDRE ²	n°DCE ³	n°76444 ⁴
PCB	Triphénylétain cation	demande en cours		125,126,127
	PCB 18	1239		
	PCB 32	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 136	1244		
	PCB 153	1245		
Pesticides	Dithiopyrène	1259	13	
	Alachlore	1101	1	
	Atrazine	1107	3	
	Chlorfenthiène	1464	8	
	Chlorpyrifos	1063	9	
	Imazacarbe	1177	11	
	Simazine	1263	29	
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314		
	Matières en Suspension	1305		

¹ Les groupes de substances sont indiqués en italique.

² Code Sandre de la substance : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

³ Correspondance avec la nomenclature utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

⁴ N°UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission européenne au Conseil du 22 juin 1982.

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

Autres paramètres :

ANNEXE 5.2 : LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE

Famille	Substances	Code SANDRE ¹	LQ ² à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en ppj Eau Potable
Alkylphénols	Alkylphénols	1810	0,1
	OP10E	demande en cours	0,1
	OP20E	demande en cours	0,1
Amidines	1-chloro-2-nitrobenzine	1593	0,1
	3-chloroaniline	1592	0,1
	4-chloroaniline	1591	0,1
	4-chloro-2-nitroaniline	1594	0,1
	2,4-dichloroaniline	1595	0,1
Autres	Alachlore	1101	0,05
	Atrazine	1107	0,1
	Chlorfenthiène	1464	0,1
	Chlorpyrifos	1063	0,1
BOE	Imazacarbe	1177	25
	Simazine	1263	25
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,05
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,05
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,05
BTX	Benzène	1114	1
	Ethylbenzène	1497	1
	Isopropylbenzène	1493	1
	Toluène	1478	1
	Xylènes (Somme o,m,p)	1760	2
Chlorobenzène et	1,2,3-trichlorobenzène	1632	1
	1,2,4-trichlorobenzène	1633	1
	1,3,5-trichlorobenzène	1634	1
	Chlorobenzène	1467	1
	1,2-dichlorobenzène	1468	1
	1,3-dichlorobenzène	1469	1
	1,4-dichlorobenzène	1470	1
	1,2,4,5-tétrachlorobenzène	1635	0,05
	1,2,3,5-tétrachlorobenzène	1636	0,05
	1,2,3,6-tétrachlorobenzène	1637	0,05

Famille	Substances	Code SANDRE ¹	LQ ² à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en ppj Eau Potable
Chlorophénols	1-chloro-2-nitrobenzine	1466	0,1
	1-chloro-3-nitrobenzine	1468	0,1
	1-chloro-4-nitrobenzine	1470	0,1
	2-chlorophénol	1471	0,1
	3-chlorophénol	1472	0,1
	4-chlorophénol	1473	0,1
	2,4-dichlorophénol	1474	0,1
	2,4,6-trichlorophénol	1475	0,1
	2,4,6-trichlorophénol	1476	0,1
	2,4,6-trichlorophénol	1477	0,1
CONV	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
	Heptachlorocyclopentadiène	2511	0,1
MÉTAL	Aluminium	1115	1
	Argent	1116	1
	Baryum	1117	1
	Bismuth	1118	1
	Calcium	1119	1
	Chlorure de cadmate	1120	1
	Chlorure de cobalt	1121	1
	Chlorure de cuivre	1122	1
	Chlorure de fer	1123	1
	Chlorure de manganèse	1124	1
MÉTAL	Chlorure de nickel	1125	1
	Chlorure de potassium	1126	1
	Chlorure de sodium	1127	1
	Chlorure de strontium	1128	1
	Chlorure de titane	1129	1
	Chlorure de vanadium	1130	1
	Chlorure de zinc	1131	1
	Chlorure de zirconium	1132	1
	Chlorure de manganèse	1133	1
	Chlorure de cobalt	1134	1
MÉTAL	Chlorure de cuivre	1135	1
	Chlorure de fer	1136	1
	Chlorure de manganèse	1137	1
	Chlorure de nickel	1138	1
	Chlorure de potassium	1139	1
	Chlorure de sodium	1140	1
	Chlorure de strontium	1141	1
	Chlorure de titane	1142	1
	Chlorure de vanadium	1143	1
	Chlorure de zinc	1144	1
MÉTAL	Chlorure de zirconium	1145	1
	Chlorure de manganèse	1146	1
	Chlorure de cobalt	1147	1
	Chlorure de cuivre	1148	1
	Chlorure de fer	1149	1
	Chlorure de manganèse	1150	1
	Chlorure de nickel	1151	1
	Chlorure de potassium	1152	1
	Chlorure de sodium	1153	1
	Chlorure de strontium	1154	1
MÉTAL	Chlorure de titane	1155	1
	Chlorure de vanadium	1156	1
	Chlorure de zinc	1157	1
	Chlorure de zirconium	1158	1
	Chlorure de manganèse	1159	1
	Chlorure de cobalt	1160	1
	Chlorure de cuivre	1161	1
	Chlorure de fer	1162	1
	Chlorure de manganèse	1163	1
	Chlorure de nickel	1164	1
MÉTAL	Chlorure de potassium	1165	1
	Chlorure de sodium	1166	1
	Chlorure de strontium	1167	1
	Chlorure de titane	1168	1
	Chlorure de vanadium	1169	1
	Chlorure de zinc	1170	1
	Chlorure de zirconium	1171	1
	Chlorure de manganèse	1172	1
	Chlorure de cobalt	1173	1
	Chlorure de cuivre	1174	1
MÉTAL	Chlorure de fer	1175	1
	Chlorure de manganèse	1176	1
	Chlorure de nickel	1177	1
	Chlorure de potassium	1178	1
	Chlorure de sodium	1179	1
	Chlorure de strontium	1180	1
	Chlorure de titane	1181	1
	Chlorure de vanadium	1182	1
	Chlorure de zinc	1183	1
	Chlorure de zirconium	1184	1
MÉTAL	Chlorure de manganèse	1185	1
	Chlorure de cobalt	1186	1
	Chlorure de cuivre	1187	1
	Chlorure de fer	1188	1
	Chlorure de manganèse	1189	1
	Chlorure de nickel	1190	1
	Chlorure de potassium	1191	1
	Chlorure de sodium	1192	1
	Chlorure de strontium	1193	1
	Chlorure de titane	1194	1
MÉTAL	Chlorure de vanadium	1195	1
	Chlorure de zinc	1196	1
	Chlorure de zirconium	1197	1
	Chlorure de manganèse	1198	1
	Chlorure de cobalt	1199	1
	Chlorure de cuivre	1200	1
	Chlorure de fer	1201	1
	Chlorure de manganèse	1202	1
	Chlorure de nickel	1203	1
	Chlorure de potassium	1204	1
MÉTAL	Chlorure de sodium	1205	1
	Chlorure de strontium	1206	1
	Chlorure de titane	1207	1
	Chlorure de vanadium	1208	1
	Chlorure de zinc	1209	1
	Chlorure de zirconium	1210	1
	Chlorure de manganèse	1211	1
	Chlorure de cobalt	1212	1
	Chlorure de cuivre	1213	1
	Chlorure de fer	1214	1
MÉTAL	Chlorure de manganèse	1215	1
	Chlorure de nickel	1216	1
	Chlorure de potassium	1217	1
	Chlorure de sodium	1218	1
	Chlorure de strontium	1219	1
	Chlorure de titane	1220	1
	Chlorure de vanadium	1221	1
	Chlorure de zinc	1222	1
	Chlorure de zirconium	1223	1
	Chlorure de manganèse	1224	1
MÉTAL	Chlorure de cobalt	1225	1
	Chlorure de cuivre	1226	1
	Chlorure de fer	1227	1
	Chlorure de manganèse	1228	1
	Chlorure de nickel	1229	1
	Chlorure de potassium	1230	1
	Chlorure de sodium	1231	1
	Chlorure de strontium	1232	1
	Chlorure de titane	1233	1
	Chlorure de vanadium	1234	1
MÉTAL	Chlorure de zinc	1235	1
	Chlorure de zirconium	1236	1
	Chlorure de manganèse	1237	1
	Chlorure de cobalt	1238	1
	Chlorure de cuivre	1239	1
	Chlorure de fer	1240	1
	Chlorure de manganèse	1241	1
	Chlorure de nickel	1242	1
	Chlorure de potassium	1243	1
	Chlorure de sodium	1244	1
MÉTAL	Chlorure de strontium	1245	1

ANNEXE 5.2 : INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE

FICHE D'ANALYSE		LABORATOIRE	
Prélevement de l'échantillon	Imposé	Code Sandoz du prescripteur de prélèvement	Code exploitant
Prélevement de l'échantillon	Texte	Champ libre permettant d'identifier l'échantillon. Références données par le laboratoire	
Prélevement de l'échantillon	Liste déroulante	- Assuré au débit - Proportionnel au temps - Prélèvement ponctuel	
Prélevement de l'échantillon	Date	Date de début Format JJ/MM/AAAA	
Prélevement de l'échantillon	Nombre	Durée en Nombre d'heure	
Prélevement de l'échantillon	Texte	Champ destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement	
Prélevement de l'échantillon	Date	Renseignez la date du dernier contrôle métrologique valide du débitmètre	
Prélevement de l'échantillon	Nombre entier	Nombre de prélèvements pour servir l'échantillon moyen (valeur par défaut: 1)	
Prélevement de l'échantillon		Oui, Non	
Prélevement de l'échantillon	Date	Date d'arrivée au laboratoire Format JJ/MM/AAAA	
Prélevement de l'échantillon		Code Sandoz Laboratoire	
Prélevement de l'échantillon	Nombre décimal + chiffre significatif	Température (unité °C)	

[illegible][illegible]

Les critères identifiés en gras sont à renseigner obligatoirement lors de la restitution des données. L'absence de renseignements sur les champs obligatoires sera une entorse à l'engagement du laboratoire pouvant conditionner le cas échéant le paiement de la prestation par l'exploitant.

ANNEXE 1.4 : FORMAT DE RESTITUTION DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION
ANALYSEE A L'ANNEXE 1.3

Le format de restitution sera mis en ligne sur le site <http://radio.boris.tv>

Conditions for the achievement of sustainability

[illegible]

Justificatifs à produire

1. **Justificatifs d'accréditation** sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant à minima :
 - ✓ Numéro d'accréditation
 - ✓ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité à renseigner obligatoirement : les critères de choix pour l'exploitant pour la sélection d'un laboratoire prestataire sont repris dans ce tableau : substance accréditée ou non, et limites de quantification qui doivent être inférieures ou égales aux LQ de l'annexe 5.2.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe technique (modèle joint)

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accrochable ou non sur une matrice en résiduaires	LQ en µg/l (cobriens sur une matrice en résiduaires)
Akylphénols	OPFOS OPFOC OPPOC	déterminé en cours déterminé en cours		
	2-chlorométhyle	1593		
	3-chlorométhyle	1594		
	4-chlorométhyle	1591		
	4-chloro-1 nitrométhyle	1604		
	2,4 dichlorométhyle	1586		
Autres	Bis(4-Hydroxyphenyl) éther Bis(4-Hydroxyphenyl) méthane Bis(4-Hydroxyphenyl) méthane Acide tetrachlorophénique Vibrones (Série 6, n.o.) DCE 10	1584 1585 1587 1482 1518		
BDE	Polybromodiphényl éther BDE 154 Polybromodiphényl éther BDE 153 Polybromodiphényl éther BDE 183 Polybromodiphényl éther (BDE 209)	2711 2714 2712 2710 1415		
	Benzène	1114		
BTEX	Ethylbenzène Isopropylbenzène Toluène Xylènes (Série 6, n.o.)	1497 1633 1278 1790		
Chlorobenzène et dérivés	1,2,3 trichlorobenzène 1,2,4 trichlorobenzène 1,3,5 trichlorobenzène Chlorobenzène 1,2 dichlorobenzène 1,3 dichlorobenzène 1,4 dichlorobenzène 1,2,4,5 tétrachlorobenzène 1-chloro-3-nitrobenzène 1-chloro-3-nitrobenzène	1435 1438 1439 1467 1163 1164 1164 1631 1469 1468		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée oui / non sur matrices eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
Chlorophénols	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
	Pentachlorophénol	1233		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2-chlorophénol	1471		
	3-chlorophénol	1661		
	4-chlorophénol	1650		
	2,4-dichlorophénol	1666		
	2,4,5-trichlorophénol	1546		
	1,2,4-trichlorophénol	1649		
	Heptachloropentachlorène	2613		
CONY	1,2-dichlorodioxène	1141		
	Chlorure de polyvinyle	1168		
	Chlorure de vinyle	1171		
	Chloroprène	2611		
	2-chloroprène (chlorure d'acétyle)	2582		
	1,1-dichloroéthane	1160		
	1,1-dichloroéthylène	1162		
	1,2-dichloroéthylène	1163		
	Perchloroéthane	1656		
	1,1,2,2-tétrachloroéthane	1221		
HAP	1,1,1-trichloroéthylène	1164		
	1,1,2-trichloroéthylène	1165		
	Chlorure de vinyle	1171		
	Chloroprène	1141		
	Polychloroprène	1152		
	Polychloroprène	1153		
	Polychloroprène	1154		
	Polychloroprène	1155		
	Polychloroprène	1156		
	Polychloroprène	1157		
Métaux	Métal et ses composés	1382		
	Aluminium et ses composés	1383		
	Argent et ses composés	1384		
	Zinc et ses composés	1385		
	Cuivre et ses composés	1386		
	Chrome et ses composés	1387		
	Chrome et ses composés	1388		
	Chrome et ses composés	1389		
	Chrome et ses composés	1390		
	Chrome et ses composés	1391		
Organodécau	Dibutylétain cation	1771		
	Monobutylétain cation	2542		
	Dibutylétain cation	déterminé en cours		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substances Acquisibles ou / non sur matrices eaux résiduaires	E.Q. en µg/l (obtienne sur une matrice eau résiduaires)
PCB	PCB 20	1239		
	PCB 52	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 136	1244		
	PCB 153	1245		
	PCB 190	1246		
Pesticides	Attréctine	1259		
	Aldrine	1101		
	Atrazine	1102		
	Chlorpyrifos	1244		
	Chlorpyrifos	1083		
	Deltaméth	1117		
Paramètres de suivi	Residuaires	1240		
	Phénols	1243		
	Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314		
	Matières en Suspension	1305		

1 : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcane C10-C13, diphenylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) _____

Coordonnées _____ de l'entreprise : _____

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

✦ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

✦ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement *

✦ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

* Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

* L'attention est attirée sur l'intérêt de déposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'efficacité du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

Annexe 2 : Trame du programme d'actions

Préambule : le rapport de surveillance initiale contenant notamment le tableau récapitulatif des mesures et des explications éventuelles sur les origines des substances constitue le préalable indispensable à la réalisation du programme d'action ci-après.

1. Identification de l'exploitant et du site

- Nom et adresse de l'exploitant et de l'établissement et nom du contact concernant le programme d'action au sein de l'établissement
- Activité principale du site et référence au(x) secteurs d'activité de la circulaire du 5/01/09 (indiquer le secteur ou sous-secteur correspondant de l'annexe 1)
- Site visé par l'AM du 29/06/04 : si oui pour quelles rubrique ICPE et rubrique IPPC
- Nom et nature du milieu récepteur (milieu naturel ou step collective de destination).
En cas de rejet raccordé, préciser la date du porter à connaissance par l'exploitant auprès du gestionnaire du réseau d'assainissement du programme de surveillance pérenne.
- Milieu déclassé ou non, préciser le(s) paramètre(s) de déclassement le cas échéant.

2. Quelles sont les sources d'information utilisées (étude de branche, centre technique, bibliographie, fiches technico-économiques INERIS, fournisseurs, étude spécifique à votre site, résumé technique des BREF, autre) ?

Nota : des informations sont peut-être accessibles auprès de vos organisations professionnelles, par exemple au travers des partenariats de branche engagés avec les agences de l'eau dans les groupes IETT (www.lesagencesdeleau.fr) ou dans les résumés techniques des BREF, documents européens décrivant par secteur d'activité les meilleures techniques disponibles pour la protection de l'environnement (<http://aida.ineris.fr/bref/index.htm>). Les fiches technico-économiques élaborées par l'INERIS sont disponibles à partir du lien suivant <http://rsde.ineris.fr>.

3. Identification des substances visées par le programme d'actions (tableau 1)

Nota : au delà des substances sélectionnées par le biais des critères figurant dans la note RSDE de 2011, l'exploitant pourra, dans son intérêt, intégrer à ce programme d'action toute substance quantifiée lors de la surveillance initiale.

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date du ce jour
Macon, le 14 NOV. 2013
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire
Catherine SÉGUIN

a minima substances visées par	
--------------------------------------	--

programme d'actions				
Nom de la substance	Classement en SDP, SP ou pertinentes	Critère ayant conduit à la sélection dans le programme action/ETE :	flux massique moyen annuel en g/an ¹	La valeur limite d'émissions existante dans la réglementation (arrêté préfectoral et arrêté ministériel) et, pour les sites visés par l'AM du 29/06/04, le niveau d'émission associée aux meilleurs techniques disponibles dans le BREF considéré (BAT-AEL) pour cette substance est-elle respectée ?
				Valeur de la VLE et référence du texte
				Valeur de la BAT-AEL
				Valeur actuelle dans le rejet ²
				Concentration
				Flux journalier
				Flux spécifique moyen et maximal si disponible
				Concentration moyenne et maximale
				Flux journalier moyen et maximal
				Flux spécifique moyen et maximal si disponible
				Flux spécifique moyen et maximal si disponible
				Respect : o/n
				Pas de VLE disponible
				Respect : o/n
				Pas de VLE disponible
				Respect : o/n
				Pas de VLE disponible

Chacune des substances visée au tableau précédent doit faire l'objet d'une fiche constituant le programme d'action.

4. Tableau de synthèse (tableau 2):

Nota : tableau à remplir à partir de la fiche substance (une fiche d'actions établie selon le modèle figurant en annexe par substance) en reprenant dans la première colonne la liste des substances du tableau 1 ci-dessus. Seules les actions retenues et/ou déjà mises en œuvre sont à mentionner dans ce tableau.

a minima substances visées par programme d'actions	Pour chaque substance, une des deux colonnes au moins doit nécessairement être renseignée.							
Nom de la substance	Sélectionnée par le programme d'action	Fera l'objet d'une étude technico-économique	Classement en SDP, SP ou pertinentes	Pourcentage d'abattement global attendu	Flux après action inférieur au seuil de la colonne B (critère programme d'action)	Flux évité en g/an	Echéancier possible (sous forme de date) ou date effective si action déjà réalisée	
					Oui/non			

¹ le flux massique moyen annuel est calculé avec les résultats de la campagne de mesures à partir de la moyenne arithmétique des flux massiques annuels disponibles calculés selon la règle suivante : produit de la concentration moyenne et du débit annuel calculés comme suit : concentration moyenne sur l'année = $(C1 \times D1 + C2 \times D2 + \dots + Cn \times Dn) / (D1 + D2 + \dots + Dn)$ où n est le nombre de jour où des mesures de concentration et de débit sont disponibles ; débit annuel = $((D1 + D2 + \dots + Dn) / n) \times$ nombre de jours de rejet sur l'année où n est le nombre de mesures de débit disponible

² flux annuel calculé à partir des mesures de surveillance initiale sur l'année de démarrage de la surveillance pérenne en l'absence d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre ou sur une année de référence à définir si une ou des action(s) de limitation de rejets de substance ont été mises en œuvre et sont quantifiables

³ valeurs exprimées dans les mêmes unités que les VLE fixées dans les textes réglementaires figurant dans la première colonne. « Valeur de la VLE et référence du texte »

N°	du	SECTEURS D'ACTIVITÉ	SOUS-SECTEURS D'ACTIVITÉ
1		ABATTOIRS	
2		INDUSTRIE PETROLIERE	2.1 Raffinage 2.2 Dépôts et terminaux pétroliers 2.3 Industries pétrolières : sites de mélanges et de conditionnement de produits pétroliers 2.4 Industries pétrolières : sites de synthèse ou de transformation de produits pétroliers (hors pétrochimie)
3		INDUSTRIE DU TRAITEMENT ET DU STOCKAGE DES DECHETS	3.1 Regroupement, prétraitement ou traitement des déchets dangereux 3.2 Installations de stockage de déchets non dangereux 3.3 Unité d'incinération d'ordures ménagères 3.4 Lavage de citernes 3.5 Autres sites de traitement de déchets non dangereux
4		INDUSTRIE DU VERRE	4.1 Fusion du verre 4.2 Cristalleries 4.3 Autres activités
5		CENTRALES THERMIQUES DE PRODUCTION D'ELECTRICITE	
6		INDUSTRIE DE LA CHIMIE	
7		FABRICATION DE COLLES ET ADHESIFS	
8		FABRICATION DE PEINTURES	
9		FABRICATION DE PIGMENTS	
10		INDUSTRIE DU PLASTIQUE	
11		INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC	
12		INDUSTRIE DU TRAITEMENT DES TEXTILES	12.1 Ennoblement 12.2 Blanchisseries
13		INDUSTRIE PAPETIERE	13.1 Préparation de pâte chimique 13.2 Préparation de pâte non chimique 13.3 Fabrication de papiers/cartons
14		INDUSTRIE DE LA METALLURGIE	14.1 Sidérurgie 14.2 Fonderies de métaux ferreux 14.3 Fonderies de métaux non ferreux 14.4 Production et/ou transformation des métaux non ferreux
15		INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	Formulation galénique de produits pharmaceutiques
16		INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE	
17		INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (Produits d'origine animale)	
18		INDUSTRIE AGRO- ALIMENTAIRE (Produits d'origine végétale)	18.1 Activité vinicole 18.2 INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (Produits d'origine végétale) hors activité vinicole
19		INDUSTRIE DU TRAITEMENT DES CUIRS ET PEAUX	
20		INDUSTRIE DU TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX	
21		INDUSTRIE DU TRAITEMENT, REVETEMENT DE SURFACE	
22		INDUSTRIE DU BOIS	
23		INDUSTRIE DE LA CERAMIQUE ET DES MATERIAUX REFRACTAIRES	
24		INDUSTRIES DU TRAITEMENT DES SOUS-PRODUITS ANIMAUX	

Fiche d'actions pour la substance A

Nota :

1. Les actions déjà réalisées ou en cours en vue de la réduction ou de la suppression des substances dangereuses y compris les actions d'amélioration de la qualité des rejets aqueux pour les paramètres d'auto-surveillance doivent être intégrées à ce programme d'action si les gains peuvent être estimés ou mesurés si l'action est déjà mise en oeuvre.
2. L'exploitant doit présenter dans le tableau ci-dessous toutes les actions qu'il a envisagées même si celles-ci ne sont pas retenues au titre du présent programme d'actions.
3. Si une même action a pour effet d'abattre plusieurs substances, celle-ci doit être intégrée dans chacune des fiches relatives aux différentes substances.
4. L'analyse des solutions de réduction comparativement aux MTD qui a pu être menée au sein du bilan de fonctionnement pourra être utilisée pour renseigner les tableaux suivants.

Origine(s) probable(s) (Matières premières, process (préciser l'étape), eau amont, drainage de zones polluées, pertes sur les réseaux, autres)		
Action N°1 (substitution, suppression, recyclage, traitement, enlèvement déchet, autre)		
Concentration avant action en µg/l <i>Concentration moyenne annuelle sur année début de surveillance pérenne si pas d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre</i> <i>Concentration moyenne annuelle sur une année de référence à définir si action de limitation de rejets de substance mises en œuvre et quantifiable</i>		
Flux annuel (année de référence définie pour la concentration) avant action en g/an ⁴		
Flux spécifique avant action en g/unité de production		
Concentration après action en µg/l ⁷ <i>Concentration moyenne annuelle ou estimée</i>		
Flux après action en g/an		Pourcentage d'abattement
Flux spécifique après action en g/unité de production		
Coût d'investissement		
Coût annuel de fonctionnement		
Solution <i>Si aucune solution déjà réalisée ou sélectionnée au programme d'action, les investigations approfondies devront être menées dans l'ETE</i>	déjà réalisée : oui/non	
	sélectionnée par l'exploitant au programme d'action : oui/non	
	devant faire l'objet d'investigations approfondies (ETE) : oui/non	
	Solution envisagée mais non retenue	
Raison du choix		
Date de réalisation prévue ou effective		
Autre(s) substance(s) ou paramètres polluants (DCO, MES, etc...), consommation d'eau, déchets, énergie impactés, en plus ou en moins, par l'action envisagée, précision sur la nature de cet impact		
Commentaires		

En cas de raccordement à une station d'épuration collective, l'abattement est-il mesuré pour la substance considérée ? Si oui, préciser l'abattement en %.	
--	--

Synthèse pour la substance A

Résultat d'abattement global attendu et concentration finale de la substance dans le rejet final obtenus par la mise en œuvre des actions sélectionnées et raisons du choix, échéancier possible

⁴ si ces informations ne sont pas disponibles action par action, elles peuvent être intégrées dans la synthèse par substance et exprimée en abattement global. A défaut, ces actions devront faire l'objet de l'ETE.

(nota : les chiffres d'abattement, les coûts et les délais proposés par le programme d'action traduisent des orientations mais n'ont pas vocation à être intégrées dans un acte prescriptif.)

